

Gauchebo

JOURNAL POLITIQUE SUCCESEUR DE LA « VOIX OUVRIÈRE » FONDÉE PAR LÉON NICOLE EN

Interview de Mario Soares, figure tutélaire de la social-démocratie page 2



Carton jaune à la hausse des tarifs TPG! page 5



Des esclaves près de chez vous

GENÈVE • Dans les rues et lieux culturels, une exposition dénonce l'esclavage domestique.

A Genève, dans les rues, cafés, lieux culturels, sur des bennes de recyclage du verre, des photos et textes s'affichent jusqu'au 26 septembre en dénonçant des cas d'esclavage domestique en France. L'ensemble du travail est aussi visible à Imaginaid Galerie, à l'origine de cette exposition sans précédent soutenue par la Ville de Genève. Privées de leur liberté, exploitées dans le cadre de tâches domestiques et ménagères, souvent sans salaires, battues, des victimes souffrent derrière les murs des grandes cités. Cet esclavage moderne implique toutes les couches de la société. «Esclavage domestique», la série réalisée par Raphaël Dallaporta (photos), et la journaliste à *Libération* Ondine Millot (textes) dévoile une tour HLM, habitat générique et anonyme de banlieue reproductible à l'infini, un quartier pavillonnaire aux toits répétitifs. Les instantanés ont été pris en août 2005 selon un protocole identique: même heure, conditions climatiques semblables, mais cadrage variable. Le ciel est souvent d'un gris dégradé, menaçant.

Servitude près de chez vous

Le reportage nous fait entendre un certain nombre des personnes impliquées: les victimes, les voisins, mais aussi des sources judiciaires, médicales qui font froid dans le dos dans l'énumération des maltraitements. Dont la découpe à l'arme blanche pour retirer le vagin de Hina qualifiée d'«acte de barbarie» par le professeur Bernard Debré, spécialiste d'urologie internationalement reconnu qui l'a recueillie grièvement blessée dans son service de l'hôpital Cochin. Malgré le battage médiatique et diplomatique fait temporairement autour de cette affaire en 1999, l'employeur de Hina, un diplomate de l'Ambassade indienne à Paris, qui a commandité cette «opération», afin qu'elle ne «tombe pas enceinte» selon la victime,



Pour illustrer l'esclavage domestique, Raphaël Dallaporta a photographié des tours HLM. (photo Imaginaid)

ne sera jamais inquiété, car protégé par l'immunité diplomatique.

Un système de terreur physique et psychologique enchaîne alors ces femmes qui ne sont souvent pas en mesure de discuter leurs conditions de travail. Des conditions de travail et d'hébergement contraires à la dignité humaine: 15 à 20h de labeur quotidien, disponibilité 24h/24, nourriture insuffisante, pas de repos. Jamais un seul jour de congé, ni week-end, encore moins de vacances. Personne à qui parler. A bout de forces, sans argent, sans papiers, que vont-elles devenir? Que va devenir leur famille? Elles ne savent souvent rien, car ces esclaves à domicile n'ont ni le droit d'écrire, ni de téléphoner ou d'envoyer des courriels. Les victimes font le récit de ces histoires épouvantables comme si elles allaient de soi, comme si elles faisaient partie des choses de la vie. De mauvais souvenirs en somme. Toutes sont terrorisées à l'idée que l'on puisse révéler leur nom et leur signalement à la police.

«Ce qui m'a le plus étonné, avoue Raphaël Dallaporta, c'est que ce sont principalement les épouses de ceux qui exploitent ces "employées de maison"

ou des femmes, qui initient et surenchérissent dans la série des mauvais traitements, voire des tortures. A l'image de Madame M. Elle a fait subir des exactions et des sévices particulièrement barbares à Bernadette. Ce dont témoignent des cicatrices multiples sur le corps de l'employée ou le piment versé dans son sexe. En avril 2006, elle a écopé de six ans de prison pour viol et agressions sexuelles avec torture. Le pire est que la majorité des bourreaux ne reconnaissent pas la gravité de leurs actes, considérant cette pratique comme normale.»

La Genève internationale

Selon l'étude de la juriste française Georgina Vaz Cabral, les employeurs-exploiteurs dans les cas d'esclavage domestique sont des personnes de toutes classes sociales confondues. Une catégorie se distingue néanmoins: des personnes bénéficiant d'une immunité de juridiction, diplomate d'un Etat ou fonctionnaire international. Rémy Pagani s'engage, lui, résolument au nom de la Ville: «La Ville de Genève, berceau du droit humanitaire, déposé-

taire des Conventions qui portent son nom, ne peut tolérer que de telles situations existent encore de nos jours. Mettons fin à l'inacceptable!»

Giangiorgio Gargantini, secrétaire syndical au SIT reconnaît s'occuper d'une vingtaine de cas annuellement pouvant s'identifier à la traite et à l'esclavage domestique. Dans le cas de personnes ayant une immunité juridique, le syndicat peut collaborer avec le Bureau de l'amiable compositeur (BAC). Giangiorgio Gargantini précise: «Le BAC s'occupe de prises de contacts vis-à-vis des employeurs définis comme relevant de la Genève internationale: ambassadeurs, consuls et hauts fonctionnaires bénéficiant de l'immunité diplomatique. Il s'agit ici pour l'amiable compositeur de confronter ces employeurs au droit suisse tout en sachant qu'ils n'y sont pas soumis. Il insiste sur les conditions de travail à respecter et cherche à obtenir des indemnités pour les employés pour les heures de travail effectuées. S'il s'agit d'un haut fonctionnaire, nous alertons son employeur en communiquant les problèmes rencontrés. Soit auprès du Ministère des affaires étrangères du pays d'origine concerné, qui délègue son ambassadeur ou son consul. Pour l'esclavagisme, la majorité des cas concernent des personnes ayant d'importantes disponibilités financières. Plus de la moitié de cas rencontrés concernent le personnel diplomatique ou bénéficiant d'une immunité juridique.»

BERTRAND TAPPOLET

Imaginaid Galerie, 28, rue des Grottes, Genève. L'Association Imaginaid invite le public à réagir sur le sujet sur www.imaginaid.org/blog et à l'aider à diffuser ces affiches afin de sensibiliser le plus de personnes sur l'actualité de l'esclavage domestique. Disponibles en format A3 à Imaginaid Galerie.

Raphaël Dallaporta et Ondine Millot, *Esclavage domestique*, éd. Filigranes, Paris 2006.

Comité contre l'esclavage moderne: www.esclavagemoderne.org